

7^{èmes} rencontres « Femmes du monde en Seine-Saint-Denis »

Lundi 21 novembre 2011

Monsieur le président du conseil général de Seine-Saint-Denis, Claude Bartolone,
Mesdames et Messieurs les élus,

Madame le procureur, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les magistrats,

Mesdames et Messieurs les membres de l'Observatoire départemental des violences
envers les femmes,

Mesdames et Messieurs les présidents et membres des associations d'aides aux
victimes,

Mesdames et Messieurs les personnels de santé,

Mesdames et Messieurs,

Avant toute chose, je veux revenir sur le drame qui s'est produit à Chambon-sur-Lignon. Je voudrais dire aux parents de la jeune Agnès Marin, à ses amis, à ses proches, que toute notre compassion les accompagne.

Toute la lumière doit être faite sur les faits, nous mettrons tout en œuvre pour la manifestation de la vérité. J'ai reçu ce matin les magistrats de Nîmes, du Puy-en-Velay et de Riom, ainsi que les services de protection judiciaire de la jeunesse pour que soit recherchées, en toute transparence, les conditions dans lesquels le mineur a été pris en charge et suivi, dans le cadre du contrôle judiciaire auquel il était soumis. Le Premier ministre a convoqué une réunion d'urgence, qui se tiendra cet après-midi, afin de définir avec les ministres concernés (justice, intérieur, éducation, santé) la réponse la mieux adaptée.

Il est absolument crucial de rechercher les meilleures réponses, juridiques et sur le terrain, pour que de tels drames ne puissent plus se reproduire. Nous devons, à l'ensemble de nos concitoyens, de tout mettre en œuvre dans ce sens.

La protection des femmes victimes de violences conjugales, qui a été au cœur de vos échanges aujourd'hui, est une question fondamentale. Le gouvernement y est particulièrement attentif : le Premier ministre a déclaré en 2010 la lutte contre les violences faites aux femmes grande cause nationale et le législateur a souhaité que le 25 novembre soit la journée nationale de sensibilisation à cette question. Je suis ici aujourd'hui pour vous dire toute notre reconnaissance pour l'action que vous conduisez au quotidien contre les violences familiales et en faveur de la protection et de la reconstruction des victimes.

Les violences conjugales sont encore malheureusement un phénomène d'ampleur :

- Plus d'un quart des 240.000 victimes d'infractions pénales accueillies en 2010 par les associations d'aide aux victimes ont été victimes de faits subis au sein du couple,
- Le nombre de procédures enregistrées par les parquets a été en constante augmentation entre 2005 et 2010 (+ 12%). Cette augmentation est aussi révélatrice de l'efficacité des campagnes de sensibilisation visant à inciter les victimes à déposer plainte et de la mobilisation de la justice et de ses partenaires institutionnels,
- Toujours en 2010, plus de 52.000 appels de femmes victimes de violences ont été traités principalement par le numéro spécialisé « 3919 Violences conjugales Info » et mais aussi par la plateforme téléphonique généraliste « 08VICTIMES ». Je veux dire à cet égard le travail remarquable accompli par la Fédération Nationale Solidarité Femmes et par l'INAVEM. Vous le savez les acteurs de ces plateformes sont les premiers interlocuteurs des victimes souvent désorientées, qui ont besoin d'écoute, d'information et d'être accompagnées.

I. Le ministère de la justice a mis l'accent dans sa politique en faveur des victimes sur l'aide aux victimes de violences conjugales, et sur la mise en place de dispositifs au plus près des faits et durant toute la procédure judiciaire.

Cette action auprès des femmes ayant subi des violences doit beaucoup à l'engagement des associations d'aide aux victimes. C'est pourquoi, en 2011 encore,

la Chancellerie a poursuivi son effort financier. Sur les 10 millions d'euros de crédits accordés aux associations d'aide aux victimes locales, 900.000 financent spécifiquement des actions en faveur des femmes victimes de violences conjugales et sexuelles. Ces actions sont essentielles, elles ont en effet permis la mise en œuvre de protocoles d'accompagnement de ces victimes, le développement des dispositifs spécifiques à leur prise en charge et à leur assistance dans l'urgence et dans le plus long terme.

Les 173 associations conventionnées par les cours d'appel, et parmi elles de nombreuses associations locales spécialisées dans l'accompagnement des victimes de violences intrafamiliales, sont les partenaires indispensables de la justice.

II. Notre action ne doit jamais faiblir dans la lutte contre ces violences.

1. Il nous faut apporter une réponse pénale efficace, rapide et ferme, afin de poursuivre et condamner les auteurs et pour que ces victimes ne soient plus exposées aux violences.

C'est pourquoi, j'ai demandé aux parquets, dans mes directives de politique pénale, de privilégier le traitement en temps réel des procédures, de favoriser certains modes de poursuite rapides avec présentation à un magistrat du parquet de l'auteur présumé des faits, de requérir la mesure d'éviction du domicile conjugal à tous les stades de la procédure lorsque cette mesure apparaît appropriée et de relever l'état de récidive dès qu'il est constitué afin d'en tirer les conséquences en terme de réquisitions des peines-plancher.

Je souligne d'ailleurs la sévérité de la réponse pénale qui résulte de cette politique :

- Le nombre des condamnations inscrites au casier judiciaire a augmenté de plus de 93,4% entre 2004 et 2009,
- Dans 8 cas sur 10, ces violences sont sanctionnées d'un emprisonnement ferme ou avec sursis,
- Enfin, le taux d'application des peines planchers, prononcées à l'encontre des récidivistes, est largement supérieur s'agissant des violences conjugales (63,5%) que pour l'ensemble des infractions de toute nature (47,5%).

2. Nous devons réprimer ces violences inadmissibles, mais il faut aussi protéger la victime et prévenir la réitération des violences.

C'est après l'initiative du dispositif Femmes en très grand danger (TGD) mise en place en 2009 en Seine-Saint-Denis qu'a été introduit dans notre droit, par un décret du 1^{er} avril 2010 la possibilité d'offrir un dispositif de téléprotection aux victimes. Ce dispositif a été étendu au département du Bas-Rhin fin 2010.

Il permet d'attribuer un téléphone portable d'alerte aux femmes victimes de violences de la part de leur compagnon lorsque celui-ci fait l'objet d'une interdiction d'entrer en relation avec elles.

Cette téléprotection va au-delà de la protection physique de la femme victime de violences : la victime bénéficie d'un accompagnement associatif pour effectuer ses démarches quotidiennes telles que la recherche d'un logement ou d'un travail ainsi que ses démarches juridiques.

L'efficacité et la qualité des dispositifs que nous mettons en place dans la lutte contre ces violences ont été saluées. Le 6 juillet 2011, le ministère de la Justice et des Libertés a été primé aux Victoires des acteurs publics. La procédure mise en place par le tribunal de grande instance de Strasbourg pour les femmes victimes de violences de la part de leur ancien conjoint a été honorée de la Victoire du Service «*Des agents au plus près des usagers* ».

III. Améliorer cette protection des femmes victimes de leur ancien ou actuel conjoint, partenaire ou concubin, passe bien sûr par un renforcement de notre cadre juridique.

La loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants, constitue à cet égard une très grande avancée. Elle a d'ailleurs été votée à l'unanimité.

1. Elle permet désormais de saisir le juge aux affaires familiales d'une demande d'ordonnance de protection afin que des mesures urgentes nécessaires à la protection de la victime soient prises.

Ainsi, depuis le 1^{er} octobre 2010, le juge peut dans ce cadre :

- interdire au conjoint violent d'entrer en relation avec les victimes,
- statuer sur l'attribution de la résidence conjugale ainsi que sur les modalités de l'exercice de l'autorité parentale,
- autoriser la victime à dissimuler son adresse par éléction de domicile chez son avocat ou, à défaut de conseil, chez le procureur de la République,
- ou bien encore interdire la sortie du territoire des enfants.

Parce que de telles mesures d'urgence garantissent la meilleure protection des victimes, et des enfants aussi s'il y en a, j'accorde une importance toute particulière au suivi de l'application de la loi. Le Conseil national de l'aide aux victimes (CNAV) lors de sa séance plénière du 14 décembre 2010, à laquelle j'assistais, a constitué un groupe de travail sur le suivi de cette loi et notamment sur la protection des femmes victimes et de l'impact de ces violences sur les enfants.

Là encore je veux saluer le travail remarquable de la justice et de ses partenaires. Je souhaitais tout particulièrement remercier Madame RONAI, responsable de l'observatoire départemental des violences envers les femmes, et Monsieur Jérôme JANNIC, directeur de l'association SOS VICTIMES 93, qui ont présenté, aux côtés des chefs de juridiction, le protocole pour la mise en œuvre de l'ordonnance de protection et le dispositif *Femmes en très grand danger* mis en place à Bobigny. C'est par de tels partages d'expérience que nous pouvons renforcer notre action sur le terrain.

Le CNAV a par ailleurs transmis à l'ensemble des juridictions un questionnaire sur l'ordonnance de protection. S'il est vrai que des disparités géographiques peuvent être relevées ; des synergies ont été trouvées pour promouvoir ce nouvel outil dans la lutte contre les violences familiales. Le partenariat actif entre magistrats, greffiers, auxiliaires de justice (avocats et huissiers de justice), associations d'aide aux victimes et collectivités locales sont le gage de sa réussite.

Bobigny en est une parfaite illustration : grâce à cette concertation, un protocole, proposant un modèle de requête en vue de la délivrance d'une ordonnance de protection, a été mis à la disposition du public. Ce modèle de requête sera d'ailleurs disponible sur le site du ministère de la justice dans l'espace consacré aux violences intrafamiliales afin de permettre à tous d'être en mesure de demander une intervention du juge dans ce type de situation. Votre initiative a permis à d'autres tribunaux et départements de se mobiliser.

Ainsi à Nanterre, vendredi prochain à l'occasion de la journée nationale, un protocole prévoyant un suivi spécifique des personnes bénéficiant d'une ordonnance de protection sera signé à la préfecture entre l'ensemble des parties prenantes.

L'accent a été également mis sur la formation et la sensibilisation à ce nouvel outil. Ainsi, outre la formation initiale et continue mise en place par l'Ecole nationale de la Magistrature, des actions ont été menées au sein de différents tribunaux auxquelles ont été associés les greffiers, les personnels d'accueil, les policiers et les gendarmes, les avocats, les associations d'aide aux victimes, et les intervenants sociaux.

De plus, en 2012, l'ENM sollicitera les 9 coordonnateurs régionaux de formation pour que des formations sur la lutte contre les violences conjugales soient dispensées sur leurs ressorts.

2. La loi du 9 juillet 2010 a, par ailleurs, étendu la répression pénale aux violences psychologiques, au harcèlement et aux violences habituelles au sein du couple.

3. Enfin, cette loi a prévu la possibilité de proposer à la victime de violences conjugales, lorsque l'auteur des faits est placé sous bracelet électronique mobile, le port d'un dispositif électronique de protection anti-rapprochement. Il signale si l'auteur de ces violences se rapproche d'elle et en alerte les autorités publiques. Ces victimes seront orientées vers les associations pour bénéficier du soutien et de l'accompagnement psychologique nécessaires.

Conformément à la loi, le ministère de la justice expérimentera ce nouveau dispositif à compter de janvier 2012 à Aix en Provence, Amiens et Strasbourg.

IV. Enfin, je veux revenir sur l'importance de protéger les enfants qui sont exposés directement en cas de conflits entre leurs parents.

Comme je l'indiquais, la loi du 9 juillet 2010 a prévu des dispositions spécifiques les concernant. Elle permet au juge de fixer dans l'intérêt de l'enfant les modalités les plus adaptées à chaque situation en matière d'exercice de l'autorité parentale, en particulier que le droit de visite, et même, la simple remise de l'enfant par l'un des parents à l'autre, puisse s'effectuer dans le cadre d'un espace de rencontre médiatisé ou avec l'assistance d'un tiers de confiance ou d'une personne morale qualifiée.

Je note avec très grande satisfaction que là-encore – afin que la loi soit pleinement mise en œuvre - vous avez (le conseil général, l'Association La Sauvegarde 93, l'institut de victimologie, la CAF 93 et la Fondation pour l'Enfance) fait preuve d'innovation dans ce département en concluant ce matin un accord de partenariat avec les chefs de juridictions du tribunal de grande instance de BOBIGNY qui tend à lancer une mesure expérimentale d'accompagnement protégé des enfants.

Je souhaitais vous en féliciter.

*

Grâce à l'engagement de tous et à votre remarquable esprit d'innovation, la lutte contre les violences intrafamiliales s'est considérablement renforcée, offrant des réponses toujours mieux adaptées et plus protectrices des victimes. Ces réponses sont efficaces parce qu'elles tiennent compte de la réalité des situations, de ce que vivent concrètement et souvent quotidiennement ces victimes.

Nous disposons d'un arsenal législatif qui compte parmi les plus complets d'Europe. C'est une vigilance de tous les instants que nous devons aux victimes, et c'est en

poursuivant notre action commune que nous pourrons toujours mieux les accompagner, les défendre et leur rendre justice.

Je vous remercie.